



DG Trésor © - N° 70 – 1er Trimestre 2019



La Lettre du Levant

Égypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie

ÉDITORIAL

N° 70 - 1er Trimestre 2019

Alors que l'année 2019 s'est ouverte il y a peu, les points saillants de l'actualité régionale peuvent être résumés sur les bases suivantes :

1. La situation de l'Iran et l'évolution qu'elle a enregistrée depuis la décision prise par l'Administration Trump de dénoncer le JCPOA restent un sujet central. Comme on pouvait s'y attendre, le rétablissement progressif des sanctions qui étaient applicables jusqu'à la fin du mois de janvier 2016 a eu des conséquences significatives, notamment sur le terrain de la croissance (qui a toute chance d'être négative au cours de l'année 2018/2019) et sur celui de l'inflation (qui est passée d'un peu moins de 8% à la fin du mois d'avril 2018 à plus de 42% à la fin du mois de février 2019).

La seconde vague de sanctions (qui est intervenue au tout début du mois de novembre) **a eu et continue d'avoir un impact direct sur les exportations d'hydrocarbures¹**, notamment parce qu'elle visait les transactions avec la *National Iranian Oil Company* (NIOC) et parce que les *waivers* délivrés par l'OFAC ne l'ont été qu'à huit pays² et pour une durée limitée à six mois. Les informations disponibles permettent de penser que les exportations d'hydrocarbures ont été ramenées de 2,499 M de b/j au cours des huit premiers mois de l'année 2018 à 1,172 M de b/j au cours des quatre derniers mois de l'année 2018, **soit une diminution supérieure à 53%**. Elles n'auraient pas dépassé 900 000 b/j au mois de janvier 2019. Le non-renouvellement d'une partie des *waivers* qui ont été accordés il y a un peu plus de quatre mois aurait pour conséquence mécanique d'en réduire encore le volume à partir du mois de mai prochain, ce qui ne serait neutre ni pour les comptes publics, ni pour les comptes extérieurs, ni pour la trésorerie-devises de la République Islamique.

2. La « Lettre du Levant » a jugé utile de faire le point sur la situation économique et financière de deux pays de la région, **l'Égypte et le Liban**. Elle est différente à bien des égards.

2.1. Même si beaucoup reste à faire, notamment pour améliorer l'environnement des affaires et renforcer la place du secteur privé dans l'économie, **la situation de l'Égypte est aujourd'hui à la fois meilleure et plus saine à tous égards qu'elle ne l'était il y a un peu plus de deux ans**. L'ajustement qui a été engagé dans le courant de l'automne 2016 a été profond et significatif. **Il a produit l'essentiel des résultats escomptés**. D'abord parce que les réformes qui n'avaient cessé d'être ajournées depuis plus de dix ans (dévaluation massive de la monnaie locale, flottement du taux de change, relèvement des tarifs publics, etc...) ont été engagées. Ensuite parce que la situation des comptes extérieurs et, à un degré moindre, celle des comptes publics, se sont sensiblement améliorées. Enfin parce que le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale a augmenté dans des proportions significatives par rapport à ce qu'il était il n'y a pas si longtemps. *Last but not least*, l'Égypte est de nouveau en mesure de solliciter dans de bonnes conditions le marché international des capitaux. Elle a également renoué avec un taux de croissance supérieur à 5%, ce qui n'est pas si fréquent par les temps qui courent dans la région.

¹ Pétrole brut et condensats.

² Inde, Chine, Corée, Japon, Taiwan, Turquie, Italie et Grèce.



2.2. A l'inverse de la situation qui prévaut en Égypte, **l'ajustement reste à faire au Liban**. Il y a d'autant plus urgence à l'engager que la situation économique et financière du Liban s'est sensiblement dégradée, notamment depuis la fin de l'automne 2017. D'abord parce que la croissance en volume du PIB a été faible, sinon nulle en 2018. Ensuite parce que le déficit public a augmenté dans des proportions significatives, passant de 6% du PIB en 2017 à un peu plus de 11% du PIB en 2018, ce qui a précipité l'augmentation tendancielle de la dette publique (laquelle représentait un peu plus de 150% du PIB à la fin de l'année 2018). Enfin parce que la situation des comptes extérieurs s'est dégradée l'an dernier, comme en témoignent tout à la fois l'augmentation marquée du déficit enregistré par la balance des paiements et, à un degré moindre, la diminution des avoirs bruts en devises de la Banque du Liban, en particulier depuis le mois de mai 2018. **Il faut espérer que les initiatives et les mesures qui seront prises par le nouveau Gouvernement seront à la mesure du problème posé**, notamment sur le front budgétaire. Comme le relevaient les services du FMI il y a un an, **le statu quo n'est pas ou n'est plus une option**.

Bonne lecture

Jacques de LAJUGIE
Chef du Service Économique Régional



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ÉGYPTE

Résumé :

1. **La performance économique et financière de l'année fiscale 2017/2018 confirme l'amélioration enregistrée en 2016/2017.**
2. Si significative que soit l'amélioration des fondamentaux, **plusieurs points n'en méritent pas moins un suivi attentif.**
3. Si le chantier de l'ajustement conjoncturel peut être considéré comme une réussite, **les Autorités du Caire devront désormais s'atteler aux réformes nécessaires pour favoriser le développement du secteur privé et maintenir la croissance de l'économie à un niveau sensiblement supérieur à celle de la population.**

1. **La performance économique et financière de l'année fiscale 2017/2018 confirme l'amélioration enregistrée en 2016/2017, la situation de l'Égypte dans ce domaine pouvant être considérée comme stabilisée.** Cette amélioration, qui doit beaucoup à l'ajustement conjoncturel qui a été mis en œuvre (comme en témoignent les conclusions de la mission du Fonds Monétaire International conduite à la toute fin du mois d'octobre³), est perceptible à tous les niveaux :

1.1. Sur le plan de l'activité économique, **le taux de croissance en volume du PIB est passé de 4,2% au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 5,3% au cours de l'année fiscale 2017/2018**, ce qui constitue l'une des meilleures performances de la région⁴. Ce niveau a permis de réduire significativement le taux de chômage qui, calculé en moyenne, a été ramené de 12,2% de la population active en 2016/2017 à 10,9% de la population active en 2017/2018. Il a même atteint 9,9% de la population active au cours du dernier trimestre de l'année 2017/2018⁵, alors qu'il n'avait plus été inférieur au seuil symbolique de 10% de la population active depuis le quatrième trimestre 2010. Le *Purchasing Managers' Index* a par ailleurs franchi à deux reprises⁶ le seuil de 50 points au cours de l'année fiscale 2017/2018 (ce qu'il n'avait pas fait depuis le mois de septembre 2015) et a évolué à la hausse tout au long de l'année⁷.

1.2. **Le rétablissement des comptes extérieurs peut être considéré comme l'évolution la plus significative de ces deux dernières années.** D'abord parce que le déficit de la balance courante a été ramené de 19,8 mds\$ (soit 6% du PIB) au cours de l'année fiscale 2015/2016 et 14,9 mds\$ (soit 5,6% du PIB) au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 6,4 mds\$⁸ (soit 2,4% du PIB) au cours de l'année fiscale 2017/2018. Ensuite parce que le solde de la balance des paiements est passé d'un déficit de 2,1 mds\$ au cours de l'année fiscale 2016/2017 à un excédent de 5,8 mds\$ au cours de l'année fiscale 2017/2018⁹. Enfin parce que le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (or inclus) est passé de 31,3 mds\$ à la fin du mois de juin 2017 (soit un peu moins de cinq mois d'importations de biens et services) à 44,3 mds\$ à la fin du mois de juin 2018 (soit un peu plus de six mois d'importations de biens et services). L'examen de la position nette en devises des banques commerciales est plus ambigu dans la mesure où elle a été ramenée de 3,4 mds\$ à la fin du mois de juin 2017 à 450 M\$ à la fin du mois de juin 2018¹⁰. Cette diminution s'explique toutefois en grande partie par le fait que les principales banques publiques ont vraisemblablement été appelées à couvrir les mouvements de « hot money » (inversion des flux d'investissements de portefeuille,

³ L'Égypte a conclu (en novembre 2016) un programme avec le FMI, assorti d'une *Extended Fund Facility* d'un montant de 12 mds\$ et d'une durée de 3 ans. La quatrième « revue » du programme a été validée par le Conseil d'Administration le 4 février 2019.

⁴ Les services du FMI évaluent la croissance moyenne de la zone ANMO à 1,8% en 2017 et 2% en 2018. Ils estiment qu'elle ne sera pas supérieure à 2,5% en 2019.

⁵ Alors qu'il était de 11,9% de la population active au dernier trimestre de l'année 2016/2017.

⁶ En novembre 2017 et en avril 2018.

⁷ Le PMI est ainsi passé de 46,3 dans la seconde moitié de l'année 2016/2017 à 49,6 dans la seconde moitié de l'année 2017/2018.

⁸ Selon les estimations des services du FMI. D'après les données de la Banque Centrale, le déficit de la balance courante a été ramené d'un déficit de 14,9 mds\$ (soit 6,3% du PIB) en 2016/2017 à un déficit de 5,96 mds\$ (soit 2,4% du PIB).

⁹ Selon les estimations des services du FMI. D'après les données de la Banque Centrale, l'excédent dégagé par la balance des paiements en 2017/2018 s'établissait à 12,79 mds\$.

¹⁰ La tendance s'est poursuivie depuis. Alors qu'elle était positive à hauteur de 3,19 mds\$ à la fin du mois de décembre 2017, la position nette en devises des banques était négative à hauteur de 6,39 mds\$ à la fin du mois de décembre 2018.



conséquence de la crise des pays émergents¹¹) afin de contribuer à la stabilité du taux de change tout en préservant les réserves de la Banque Centrale.

1.3. La performance de l'Égypte sur le plan budgétaire peut également être considérée comme méritoire. D'abord parce que le déficit public a été ramené de 10,9% du PIB au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 9,8% du PIB au cours de l'année fiscale 2017/2018¹², c'est-à-dire à son niveau le plus bas depuis l'année fiscale 2010/2011 (il s'était établi à 12,5% du PIB au cours de l'année fiscale 2015/2016). Ensuite parce que le solde primaire est passé d'un déficit équivalent à 1,8% du PIB à un excédent équivalent à 0,2% du PIB dans le même temps. Enfin parce que, pour la première fois depuis dix ans, le poids relatif de la dette publique a diminué et a été ramené de 103,2% du PIB à la fin du mois de juin 2017 à 92,6% du PIB à la fin du mois de juin 2018.

1.4. Tout laisse à penser que l'année fiscale 2018/2019 devrait s'inscrire dans la continuité de l'année fiscale 2017/2018. D'une part parce que les services du FMI estiment que la croissance en volume du PIB pourrait atteindre 5,5%, que le déficit de la balance courante pourrait se stabiliser à 2,5% du PIB en 2018/2019 et que le déficit budgétaire serait ramené de 9,8% du PIB à 8,3% du PIB dans le même temps (l'objectif du programme conclu avec le FMI étant d'atteindre un excédent primaire équivalent à 2% du PIB pour l'année 2018/2019), ce qui permettrait de réduire le poids de la dette à un niveau correspondant à 86% du PIB. D'autre part parce que les chiffres disponibles pour les six premiers mois de l'année 2018/2019 confirment à ce stade ces prévisions, que ce soit en termes de croissance¹³, de situation des comptes extérieurs¹⁴ ou de finances publiques¹⁵.

2. Aussi significative que puisse être l'amélioration des fondamentaux économiques et financiers de l'Égypte, **plusieurs points n'en méritent pas moins un suivi attentif**, sans qu'ils ne soient véritablement problématiques à ce stade.

2.1. La Banque Centrale n'envisage plus de toucher si peu que ce soit à ses taux directeurs alors même qu'elle avait commencé à les baisser au début de l'année passée. D'une part parce que le taux d'inflation, qui avait été ramené de 33% à la fin du mois de juillet 2017 à 11,4% à la fin du mois de mai 2018, a évolué à la hausse et de façon continue au cours des premiers mois de l'année 2018/2019¹⁶. Quels qu'en soient les facteurs explicatifs, et bien que la « *core inflation* » reste à un niveau inférieur à 10%, la Banque Centrale ne baissera vraisemblablement pas davantage ses taux tant que l'inflation n'aura pas diminué durablement et de façon continue. D'autre part parce que la « crise » des marchés émergents n'a pas épargné l'Égypte et que, dans un contexte où la volatilité sur les « valeurs émergentes » reste forte, elle ne gagnerait rien à diminuer ses taux directeurs si elle veut attirer des investisseurs étrangers, maintenir un excédent de la balance des paiements et éviter les tensions sur le taux de change. En tout état de cause, la plupart des observateurs et commentateurs n'envisagent pas de baisse des taux directeurs de la Banque Centrale avant la fin de la première moitié de l'année 2019 au plus tôt.

2.2. L'environnement actuel des taux d'intérêts en Égypte pèse sur les finances publiques, qu'il s'agisse du financement de l'État ou du poids du service de la dette dans les dépenses publiques. D'abord parce que le taux d'intérêt des titres publics a connu une augmentation dans des proportions comprises entre 150 et 200 pb au cours du printemps dernier¹⁷ (même si les taux se sont, depuis, « normalisés ») et que le Ministère des Finances a dû annuler

¹¹ La position nette en devise des banques commerciales a ainsi été ramenée de 4,67 mds\$ à la fin du mois d'avril 2018 à 344 M\$ à la fin du mois de mai 2018. Les investissements de portefeuille nets entrants ont été ramenés d'un flux positif de 6,9 mds\$ au troisième trimestre de l'année 2017/2018 à un flux négatif de 2,8 mds\$ au quatrième trimestre de l'année 2017/2018.

¹² Alors que l'objectif associé au budget 2017/2018 était de ramener le déficit public à 9,1% du PIB.

¹³ D'après le Ministre du Plan, la croissance en volume du PIB serait passée de 5,3% entre le deuxième trimestre de l'année fiscale 2016/2017 et le deuxième trimestre de l'année fiscale 2017/2018 à 5,5% entre le deuxième trimestre de l'année fiscale 2017/2018 et le deuxième trimestre de l'année fiscale 2018/2019.

¹⁴ Calculé en termes nets, le montant des avoirs extérieurs (or inclus) de la Banque Centrale est passé de 42,52 mds\$ à la fin du mois de février 2018 à 44,06 mds\$ à la fin du mois de février 2019.

¹⁵ D'après les chiffres publiés par le Ministère des Finances, le montant du déficit public a été ramené de 187,3 mds d'EGP (soit 4,2% du PIB) au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 à 186,7 mds d'EGP (soit 3,6% du PIB) au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2018/2019. Quant au solde primaire, il est passé d'un déficit de 0,3% du PIB à un excédent de 0,4% du PIB dans le même temps.

¹⁶ Calculée en glissement annuel, l'inflation est ainsi passée de 13,5% à la fin du mois de juillet à 14,2% à la fin du mois d'août puis 16% à la fin du mois de septembre avant de s'établir à 17,7% à la fin du mois d'octobre. Elle a néanmoins été ramenée à 12,7% à la fin du mois de janvier 2019.

¹⁷ Alors qu'il avait été ramené de 18,95% au mois de septembre 2017 à 17,71% au mois d'avril 2018, le taux d'intérêt des Bons du Trésor à 3 mois s'établissait à 18,98% au mois de juin 2018 et 19,36% au mois de novembre 2018. La tendance a été la même pour ce qui concerne les Bons du Trésor à 6 mois, 9 mois et 12 mois.



(à quatre reprises, au mois de septembre et octobre) les adjudications de bons du Trésor (portant chacune sur un peu moins de 200 M\$) en raison du prix trop élevé que proposait le marché. Ensuite parce que l'augmentation du coût de financement de l'État pèse sur le service de la dette publique, que ce soit en valeur absolue ou en valeur relative¹⁸. Enfin parce que l'Égypte devra arbitrer entre le recours au marché domestique et le recours au marché international des capitaux (qu'elle vient de solliciter au mois de février à hauteur de 4 mds\$¹⁹).

2.3. Si la dévaluation de la Livre égyptienne et la mise en place à un régime de change flottant ont produit les effets escomptés, **la question de la gestion du taux de change mérite d'être suivie de près.** D'abord parce que la stabilité du taux de change EGP/USD ne permet pas de considérer *de facto* que la monnaie « flotte » librement. Ensuite parce que les pressions sur le change pourraient s'accroître dans un contexte d'évolution de l'environnement des taux d'intérêt, de volatilité accrue sur les mouvements de capitaux et de maintien d'une inflation à deux chiffres en Égypte. Enfin parce que certains acteurs économiques craignent que l'absence d'ajustement progressif et lissé dans le temps ne force les Autorités à procéder à un ajustement « brutal » en cas de choc exogène. Le niveau qu'ont atteint les réserves de change de la Banque Centrale permet toutefois de relativiser la probabilité qu'un tel ajustement se réalise.

3. Si le chantier de la stabilisation macroéconomique et financière peut être considéré comme une réussite, **les Autorités du Caire devront désormais s'atteler aux réformes nécessaires pour favoriser le développement du secteur privé et maintenir durablement la croissance à un niveau sensiblement supérieur à celui de la population²⁰.**

3.1. **La question la plus incertaine est relative à la capacité des Autorités du Caire à laisser le secteur privé jouer le rôle qui pourrait être le sien.** D'une part parce que le secteur public occupe encore une place majeure dans l'économie, D'autre part parce que le programme de cessions d'actifs publics n'a toujours pas été lancé (ce qui s'explique notamment parce que les conditions financières actuelles n'auraient probablement pas permis d'obtenir un prix « raisonnable » à l'issue des Offres Publiques de Vente), ce qui serait pourtant nécessaire pour confirmer la volonté des Autorités d'aller de l'avant sur ce terrain.

3.2. **Le rétablissement de la confiance des investisseurs privés (qu'ils soient résidents ou non-résidents) dans l'économie égyptienne sera également déterminant pour garantir une croissance durable et soutenue.** D'abord parce que nombre d'opérateurs ont souffert de la dévaluation mise en place à la fin de l'année 2016 et ne sortent d'une période difficile que maintenant. Ensuite parce que ni l'accès au financement ni le climat des affaires (l'Égypte pointe au 120^e rang du classement *Doing Business* de la Banque Mondiale²¹) ne sont des facteurs susceptibles de favoriser l'investissement des entreprises locales. Le fait que l'indice PMI ne « casse » pas durablement le seuil symbolique de 50 en est un signal. Enfin parce que l'Égypte peine à attirer des investissements directs, lesquels restent concentrés dans le secteur des hydrocarbures, au moins pour l'instant.

3.3. Même si les Autorités du Caire se sont pleinement appropriées les orientations du programme conclu avec le FMI, **on peut s'interroger sur la capacité qu'elles auront de poursuivre leurs efforts dès lors que le programme touchera à sa fin, c'est-à-dire d'ici la fin de l'année 2019.** Les équipes du Fonds semblent s'y préparer, que ce soit en posant les bases d'une *Medium Term Revenue Strategy* ou en commençant d'ores et déjà à réfléchir à la façon de poursuivre, voire d'approfondir, leur relation avec l'Égypte.

Jacques de LAJUGIE
(jacques.delajugie@dgtrésor.gouv.fr)

¹⁸ Le montant des intérêts payés au titre de la dette publique est passé de 173,15 mds d'EGP (soit 35,5% des dépenses publiques) au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 à 207,47 mds d'EGP (soit 36,1% des dépenses publiques) au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2018/2019. Ils ont absorbé 53,6% des recettes budgétaires au cours de l'année fiscale 2017/2018.

¹⁹ 750 M\$ l'ont été à échéance de 5 ans (moyennant un taux d'intérêt de 6,2%), 1,75 md\$ l'ont été à échéance de 10 ans (moyennant un taux d'intérêt de 7,6%) et 1,5 md\$ à échéance de 30 ans (moyennant un taux d'intérêt de 8,7%). La demande aurait été plus de cinq fois supérieure à l'offre.

²⁰ Il est estimé que 700 000 à 800 000 jeunes entrent chaque année sur le marché du travail.

²¹ Si c'est 8 places de mieux que l'année passée, il n'en reste pas moins que l'Égypte fait partie des cinq derniers pays de la zone ANMO au classement *Doing Business*, aux côtés du Liban, de l'Irak, de la Syrie et du Yémen.


Annexe 1
ÉGYPTE – INDICATEURS INTERNES

	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18 (e)	2018/19 (p)	2019/20 (p)
Population (M d'hab.)	75,2	76,9	78,7	80,5	82,4	84,7	86,7	89,0	90,2	94,8	97,0	99,2	101,5
PIB (mds\$)	170,8	198,3	230	247,7	278,8	288,0	305,6	332,1	332,5	236,6	249,5	303	336
PIB / Habitant (\$)	2 271	2 579	2 922	3 077	3 383	3 400	3 525	3 731	3 686	2 495	2 572	3 052	3 314
Évolution du PIB	7,2%	4,7%	5,1%	1,8%	2,2%	3,3%	2,9%	4,4%	4,3%	4,2%	5,3%	5,5%²²	5,9%
Taux d'inflation ²³	11,7%	16,2%	11,7%	11,1%	8,7%	6,9%	10,1%	11,0%	10,2%	23,5%	21,6% ²⁴	15,8% ²⁵	12,8
Taux de chômage ²³	8,7%	9,1%	9,2%	10,4%	12,4%	13,0%	13,4%	12,9%	12,7%	12,2%	10,9% ²⁶	9,6% ²⁷	8,3
Solde public / PIB	-7,4%	-6,6%	-7,9%	-9,3%	-9,9%	-13,3%	-11,8%	-11,4%	-12,5%	-10,9%²⁸	-9,8%²⁹	-8,3%³⁰	-6,7%
Dette publique ³¹ / PIB	66,8%	69,5%	69,6%	72,8%	73,8%	84,0%	85,1%	88,5%	96,8%	103,2%	92,6%	86,0%	83,3%

Sources : FMI - Banque Centrale - Service Économique Régional.

²² La prévision de croissance associée au projet de budget pour l'année fiscale 2018/2019 s'établit à 5,8%. D'après le Ministre du Plan, la croissance en volume du PIB serait passée de 5,3% entre de deuxième trimestre de l'année fiscale 2016/2017 et le deuxième trimestre de l'année fiscale 2017/2018 à 5,5% entre le deuxième trimestre de l'année fiscale 2017/2018 et le deuxième trimestre de l'année fiscale 2018/2019.

²³ Moyenne annuelle.

²⁴ Calculée en glissement annuel, l'inflation s'établissait à 14,4% à la fin du mois de juin 2018. Calculée en moyenne sur l'ensemble de l'année 2017/2018, elle s'établissait à 21,6%.

²⁵ Calculée en glissement annuel, l'inflation s'établissait à 12,7% à la fin du mois de janvier 2019.

²⁶ Calculé en moyenne, le taux de chômage a été ramené de 12,2% de la population active au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 10,9% de la population active au cours de l'année fiscale 2017/2018.

²⁷ D'après les données publiées par la CAPMAS, le taux de chômage a été ramené de 11,9% de la population active au deuxième trimestre de l'année fiscale 2017/2018 à 10% de la population active au deuxième trimestre de l'année fiscale 2018/2019.

²⁸ L'objectif associé au projet de budget était de ramener le déficit public à un niveau compris entre 9,8% et 10% du PIB.

²⁹ L'objectif affiché par le Ministère des Finances pour l'année fiscale 2017/2018 était de limiter le déficit public à un niveau compris entre 9,1% et 9,3% du PIB.

³⁰ L'objectif associé au projet de budget est de ramener le déficit public à 8,4% du PIB. D'après les chiffres publiés par le Ministère des Finances, le montant du déficit public a été ramené de 187,3 mds d'EGP (soit 4,2% du PIB) au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 à 186,7 mds d'EGP (soit 3,6% du PIB) au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2018/2019. Quant au solde primaire, il est passé d'un déficit de 0,3% du PIB à un excédent de 0,4% du PIB dans le même temps.

³¹ Dette interne + dette externe de l'État.


Annexe 2
ÉGYPTE – INDICATEURS EXTERNES

	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19 (p)	2019/20 (p)
Solde courant (mds\$)	-7,5	-4,4	-4,3	-6,1	-10,1	-6,4	-2,4	-12,1	-19,8	-14,4	-6,0 ³²	-7,5	-6,2
Solde courant / PIB	-1,4%	-3,8%	-1,9%	-2,5%	-3,6%	-2,2%	-0,8%	-3,7%	-6,0%	-5,6%	-2,4%	-2,5%	-1,8%
Balance des paiements (mds\$)	5,4	-3,4	4,3	-8,6	-17,6	0,4	1,8	6,1	-2,8	-2,1	4,0 ³³	-1,4	0,5
Avoirs extérieurs BC (mds\$) ³⁴	34,6	31,3	35,1	26,4	15,2	14,5	16,3	19,5	17,1	30,7	43,5	44,5 ³⁵	45,4
Avoirs extérieurs BC / mois	6,6	6,6	6,8	4,7	2,7	2,5	2,5	3,5	3	5,2	6,6	6,6	6,3
Dettes extérieures (mds\$)	33,9	31,5	33,7	34,9	34,4	43,1	46,1	48,1	55,8	79	92,6 ³⁷	104,4	98,1
Dettes extérieures / PIB	20,9%	15,9%	14,7%	14,1%	12,5%	15,1%	15,1%	15,0%	18,3%	41,3%	37,4%	34,4%	31,3%
Service dette / Exp. de b. et s. ³⁸	4,6%	6,2%	5,5%	5,7%	5,7%	5,7%	6,7%	6,7%	14,6%	19,7%	28,0%	38,4%	37,2%
Flux d'inv. direct (mds\$)	13,2	8,1	6,8	2,2	3,98	3,75	4,18	6,2	6,8	7,8	7,4 ³⁹	9,5	11,2
FDI / PIB	8,1%	4,3%	3,1%	0,9%	1,4%	1,4%	1,4%	1,9%	2,0%	3,0%	3,1%	3,1%	3,3%

Sources : FMI - Banque Centrale - Service Économique Régional

³² D'après la Banque Centrale, le solde de la balance courante a été ramené d'un déficit de 14,91 mds\$ (soit 6,3% du PIB) au cours de l'année fiscale 2016/2017 à un déficit de 5,96 mds\$ (soit 2,4% du PIB) au cours de l'année fiscale 2017/2018.

³³ D'après la Banque Centrale, le solde de la balance des paiements a été ramené d'un excédent de 13,72 mds\$ au cours de l'année fiscale 2016/2017 à un excédent de 12,79 mds\$ au cours de l'année fiscale 2017/2018.

³⁴ Y compris l'or.

³⁵ Calculé en termes nets, le montant des avoirs extérieurs (or inclus) de la Banque Centrale est passé de 42,52 mds\$ à la fin du mois de février 2018 à 44,06 mds\$ à la fin du mois de février 2019.

³⁶ Importations de biens et services.

³⁷ D'après la Banque Centrale, la dette extérieure est passée de 79,03 mds\$ (soit 33,6% du PIB) à la fin du mois de juin 2017 à 92,64 mds\$ (soit 37% du PIB) à la fin du mois de juin 2018.

³⁸ Exportations de biens et services.

³⁹ D'après la Banque Centrale, les flux bruts d'investissement direct ont été ramenés de 7,93 mds\$ au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 7,72 mds\$ au cours de l'année fiscale 2017/2018.



Annexe 3

ÉGYPTE – ÉVOLUTION DU DÉFICIT COURANT

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	3 mois 2017/2018	3 mois 2018/2019
Déficit courant											
- Dons inclus (mds\$) (% PIB)	-4,32 (-2%)	-6,09 (-2,6%)	-10,15 (-3,7%)	-6,39 (-2,2%)	-2,78 (-0,9%)	-12,14 (-3,7%)	-19,83 (-6,0%)	-14,92 (-6,3%)	-5,96 (-2,4%)	-1,75 (-0,7%)	-1,75 (-0,7%)
- Hors dons (mds\$) (% PIB)	-5,27 (-2,4%)	-6,84 (-2,9%)	-10,78 (-3,9%)	-7,23 (-2,5%)	-14,67 (-4,9%)	-14,81 (-4,5%)	-19,93 (-6,0%)	-15,06 (-6,4%)	-6,17 (-5,2%)	-1,80 (-0,7%)	-1,80 (-0,7%)

Source : Banque Centrale.


Annexe 4
ÉGYPTE – ÉVOLUTION DU DÉFICIT PUBLIC

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	6 mois 2017/2018	6 mois 2018/2019
Déficit public											
- Dons inclus (Mds d'EGP) (% PIB)	-98,0 (-8,1%)	-134,5 (-9,8%)	-166,7 (-10,1%)	-239,7 (-12,9%)	-255,44 (-12,2%)	-279,4 (-11,5%)	-339,5 (-12,5%)	-379,6 (-10,9%)	-441,0 (-9,8%)	-187,3 (-4,4%)	-186,7 (-3,6%)
- Hors dons (Mds d'EGP) (% PIB)	-102,4 (-8,5%)	-136,8 (-10%)	-176,8 (-10,6%)	-244,9 (-14%)	-351,3 (-17,6%)	-304,9 (-12,4%)	-343,04 (-12,6%)	-397,3 (-11,4%)	-440,1 (-9,8%)	-187,4 (-4,4%)	-187,1 (-3,6%)
- Solde primaire (Mds d'EGP) (% PIB)	-25,7 (-2,1%)	-49,4 (-3,4%)	-62,3 (-3,7%)	-92,7 (-5%)	-82,3 (-3,9%)	-81,3 (-3,3%)	-91,9 (-3,5%)	-62,5 (-1,8%)	+9 (0,2%)	-14,1 (-0,3%)	+20,8 (0,4%)

Source : Ministère des Finances.



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU LIBAN

Résumé :

Alors qu'un nouveau Gouvernement vient d'être investi par le Parlement, **la situation économique et financière du Liban est communément considérée comme critique**. Il faut espérer que les initiatives et les mesures nécessaires pour la stabiliser seront prises à bref délai. Comme le relevaient les services du FMI il y a un peu plus d'un an, **le statu quo n'est pas ou n'est plus une option**.

Les problèmes qui contribuent à fragiliser la situation économique et financière du Liban sont au nombre de trois. Ils ont un caractère plus cumulatif qu'alternatif :

1. Le premier porte sur l'atonie persistante de l'activité. Elle n'a que rarement été aussi nette depuis le début des années 2010. Alors que la croissance en volume du PIB a été ramenée de 9,2% au cours des quatre années qui ont suivi les événements de l'été 2006 à 1,7% sur la période comprise entre 2011 et 2017, **elle n'a probablement pas dépassé 1% dans le meilleur des cas l'an dernier**⁴⁰, le fait que la croissance en volume de l'indicateur synthétique (*Coincident Indicator*) de la Banque du Liban ait été ramenée de 5,6% entre 2016 et 2017 à 0,6% seulement entre 2017 et 2018 étant significatif à cet égard. **C'est inquiétant à plus d'un titre**. D'abord parce qu'on ne voit pas que les choses soient appelées à s'améliorer à bref délai. Ensuite parce que le niveau de l'activité est trop faible pour avoir si peu que ce soit un impact positif sur le marché de l'emploi et sur la collecte fiscale.

2. Le deuxième problème tient à la dégradation des comptes extérieurs. D'abord parce que le déficit de la balance commerciale est passé de 16,74 mds\$ en 2017 à 17,03 mds\$ en 2018 alors même que l'atonie de l'activité aurait dû limiter la demande de produits importés⁴¹. Ensuite parce que le déficit de la balance courante est passé de 8,33 mds\$ (soit 15,4% du PIB) au cours de neuf premiers mois de l'année 2017 à 9,45 mds\$ (soit 16,7% du PIB) au cours de neuf premiers mois de l'année 2018, les prévisions établies récemment par les services du FMI permettant de l'évaluer à 14,5 mds\$ (soit 25,6% du PIB) sur l'ensemble de l'année 2018 et à 15,2 mds\$ (soit 25,5% du PIB) en 2019. Enfin parce que le déficit enregistré par la balance des paiements a été multiplié par plus de 30 en l'espace d'un an, **passant de 156 M\$ en 2017 à 4,82 mds\$ en 2018**.

La dégradation des comptes extérieurs a eu un impact à la fois direct et négatif sur les avoirs extérieurs de la Banque du Liban. Même s'il reste significatif⁴², il n'en a pas moins été ramené de 42 mds\$ à la fin de l'année 2017 à 39,7 mds\$ à la fin de l'année 2018, étant précisé qu'il a diminué dans des proportions supérieures à 12% entre la fin du mois de mai et la fin du mois de décembre 2018⁴³.

3. Le troisième et dernier problème tient à la dérive des comptes publics et, plus encore, aux conséquences qu'elle a et qu'elle est susceptible d'avoir. D'abord parce qu'elle a été suffisamment marquée pour que le déficit public soit probablement passé de 6% du PIB en 2017⁴⁴ à plus de 11% du PIB en 2018⁴⁵ alors même que la construction budgétaire prévoyait de le limiter à 9% du PIB. Ensuite parce qu'elle a eu et continue d'avoir pour

⁴⁰ L'évolution des indicateurs disponibles, notamment dans le secteur immobilier et dans le commerce de détail, ne permettent pas d'exclure que la croissance ait été nulle en 2018.

⁴¹ Les importations ont augmenté de 2 % en 2018. Leur montant s'est établi à 19,98 mds\$, soit 35,2% du PIB.

⁴² À la fin de l'année 2018, le montant des avoirs extérieurs (hors avoirs en or) de la Banque du Liban représentait entre 12 et 13 mois d'importations de biens et services.

⁴³ Le montant des avoirs extérieurs (hors avoirs en or) de la Banque du Liban a été ramené de 43,37 mds\$ à la fin du mois de février 2018 à 38,88 mds\$ à la fin du mois de février 2019.

⁴⁴ 8,8% du PIB hors recettes exceptionnelles.

⁴⁵ Le déficit public serait passé de 5 089 mds de LBP (soit 6,2% du PIB) au cours des onze premiers mois de l'année 2017 à 8758 mds de LBP (soit 10,2 % du PIB) au cours des onze premiers mois de l'année 2018.



conséquence mécanique de nourrir à la fois l'augmentation de la dette publique⁴⁶ et celle de son service⁴⁷. Enfin parce qu'il est difficile d'augmenter les recettes dans un contexte où le niveau de l'activité est faible et de réduire les dépenses dans la mesure où leur rigidité intrinsèque a augmenté au fil du temps, trois postes (dépenses de personnel ; service de la dette publique et transferts à Électricité du Liban) représentant peu ou prou 80% de la dépense publique. Dans ce contexte, construire un projet de budget qui permette de ramener le déficit public à un niveau qui n'excède pas 9% dans le pire des cas est à la fois plus que nécessaire et compliqué à tous égards

4. Même si les opérateurs sont moins nerveux et les marchés moins volatiles qu'ils ne l'ont été jusqu'au milieu du mois de février, **leur « posture » n'en reste pas moins placée sous le signe de l'attentisme**. A l'instar de la communauté internationale, ils attendent du Gouvernement qu'il envoie rapidement les signaux nécessaires pour montrer qu'il entend aller de l'avant sur le terrain de l'ajustement budgétaire et, d'une façon plus générale, sur celui des réformes. On ne peut qu'espérer qu'il le fasse.

Jacques de LAJUGIE
(jacques.delajugie@dgtrésor.gouv.fr)

⁴⁶ Le montant de la dette publique est passé de 79,53 mds\$ (soit 146,7% du PIB) à la fin de l'année 2017 à 85,13 mds\$ (soit 150,1% du PIB) à la fin de l'année 2018.

⁴⁷ Le montant du service de la dette publique est passé de 7 262 mds de LBP au cours des onze premiers mois de l'année 2017 à 8 012 mds de LBP au cours des onze premiers mois de l'année 2018, soit une augmentation supérieure à 10%.


Annexe 1
LIBAN – INDICATEURS INTERNES

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (p)
Population (M hab.)	4,08	4,14	4,19	4,25	4,34	4,38	4,43	4,43	4,43	4,43	4,47	4,51	4,55	4,6
PIB (mds\$)	22,1	24,9	29,2	35,5	38,4	40,1	43,9	46,0	47,8	49,9	51,5	54,2	56,7	59,7
PIB / Habitant (\$)	5 404	6 014	6 969	8 353	8 848	9 155	9 910	10 384	10 790	11 264	11 521	12 018	12 462	12 978
Évolution du PIB	1,7%	9,3%	9,2%	10,1%	8,0%	0,9%	2,8%	2,6%	2,0%	0,2%	1,7%	1,5%	1% ⁴⁸	1,4% ⁴⁸
Taux d'inflation ⁴⁹	5,6%	4,1%	10,8%	1,2%	4%	5%	6,6%	4,8%	1,9%	-3,7%	-0,8%	4,5%	6,1%	3,5%
Solde public / PIB	-10,7%	-11%	-10%	-8,2%	-7,6%	-5,9%	-8,4%	-8,7%	-6,3%	-7,5%	-8,8%	-6,0% ⁵⁰	-9,7% ⁵¹	-10,5%
Dettes publiques / PIB ⁵²	185,2%	171%	163,1%	145,6%	138,4%	133,9%	130,8%	133,4%	139,2%	140,9%	145,5%	146,7%	150,1% ⁵³	152,9%
Int. dette pub. / Dépenses	35,6%	35,6%	33%	33,9%	34,8%	32,2%	27,1%	27,8%	30,0%	33,0%	32,6%	33,2%	32,0%	33,0%

Sources : FMI – Service Économique Régional

⁴⁸ La Banque Mondiale évalue la croissance en volume du PIB à 1% en 2018 et à 1,3% en 2019.

⁴⁹ Moyenne.

⁵⁰ Le projet de budget présenté par le Ministre des Finances tablait sur un déficit de 4,833 mds\$, soit 9,6% du PIB. Calculé hors recettes « one shot », le déficit public de l'année 2017 est évalué à 8,8% du PIB.

⁵¹ Le budget 2018 tablait sur un déficit de 4,82 mds\$, soit 9% du PIB. Les informations disponibles permettent de penser qu'il s'est établi à 11% du PIB.

⁵² Dette interne + dette externe de l'État.

⁵³ Le montant de la dette publique est passé de 80,4 mds\$ (soit 141,8% du PIB) à la fin du mois de janvier 2018 à 85,32 mds\$ (soit 142,8% du PIB) à la fin du mois de janvier 2019.


Annexe 2
LIBAN – INDICATEURS EXTERNES

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)
Solde courant (mds\$)	-1,48	-1,74	-2,88	-3,75	-7,75	-6,1	-11,26	-13,58	-14,94	-9,1	-11,2	-12,4 ⁵⁴	-14,5 ⁵⁵	-15,2
Solde courant / PIB	-6,7%	-7,0%	-9,8%	-10,6%	-20,2%	-15,2%	-25,6%	-29,5%	-31,3%	-18,3%	-21,7%	-22,8%	-25,6%	-25,5%
Bal. paiements (mds\$) ⁵⁶	1,47	-0,53	6,7	8,18	2,64	1,8	0,63	1,73	3,43	-0,56	3,5 ⁵⁷	0,42 ⁵⁸	-3,14 ⁵⁹	-3,84
Avoirs bruts en devises BdL ⁶⁰ (mds\$)	11,4	11,5	18,6	27,2	29,8	31,6	32,2	33,9	37,3	36,7 ⁶¹	40,2 ⁶²	40,6 ⁶³	36,4	31,1 ⁶⁴
Avoirs bruts en devises BdL ⁶⁰ / mois d'imp. de b. et s.	6,6	4,9	7,9	11,2	11,4	11,9	11,6	12,4	14,6	14,3	14,8	13,4	11,6	9,7
Dettes extérieures ⁶⁵ (mds\$)	8,42	8,84	8,74	8,28	8,06	7,9	8,42	9,14	9,18	9,55	10,27	11,11	11,58	12,29
Dettes extérieures / PIB	37,1%	35,3%	29,2%	23,6%	21,2%	19,7%	19,1%	19,2%	19,2%	19,1%	19,9%	20,5%	20,4%	20,6%
Flux d'inv. direct (mds\$)	1,8	2,53	3,35	3,68	3,79	2,73	2,92	1,74	2,91	2,34	1,97	2,38 ⁶⁶	2,15 ⁶⁷	2,26
FDI / PIB	8,02%	10,1%	11,1%	10,6%	10%	6,8%	6,6%	3,8%	6,1%	4,7%	3,8%	4,4%	3,8%	3,8%

Sources : FMI – Service Économique Régional

⁵⁴ D'après les chiffres publiés par la Banque du Liban, le déficit de la balance courante est passée de 10,47 mds\$ (soit 21,1% du PIB) en 2016 à 12,4 mds\$ (soit 24,1% du PIB) en 2017.

⁵⁵ D'après les chiffres publiés par la Banque du Liban, le déficit de la balance courante est passé de 8,33 mds\$ (soit 15,4% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année 2017 à 9,45 mds\$ (soit 16,7% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année 2018.

⁵⁶ Établie suivant la méthodologie appliquée par le FMI (qui diffère de celle qu'applique la Banque du Liban).

⁵⁷ D'après la méthodologie utilisée par la Banque du Liban, le solde de la balance des paiements est passé d'un déficit de 3,35 mds\$ en 2015 à un excédent de 1,2 md\$ en 2016.

⁵⁸ D'après la Banque du Liban, le solde de la balance des paiements est passé d'un excédent de 1,2 md\$ en 2016 à un déficit de 156 M\$ en 2017.

⁵⁹ D'après les chiffres publiés par la Banque du Liban, le déficit de la balance des paiements est passé de 156 M\$ en 2017 à 4,823 mds\$ en 2018.

⁶⁰ Hors avoirs en or.

⁶¹ Les avoirs bruts en devises de la Banque du Liban ont été ramenés de 36,8 mds\$ à la fin de l'année 2014 à 35,89 mds\$ à la fin de l'année 2015. (Source : Banque du Liban)

⁶² Les avoirs bruts en devises de la Banque du Liban sont passés de 35,89 mds\$ à la fin de l'année 2015 à 39,62 mds\$ à la fin de l'année 2016. (Source : Banque du Liban)

⁶³ Les avoirs bruts en devises de la Banque du Liban sont passés de 39,62 mds\$ à la fin de l'année 2016 à 42 mds\$ à la fin de l'année 2017. (Source : Banque du Liban)

⁶⁴ Le montant des avoirs extérieurs de la Banque du Liban s'établissait à 43,37 mds\$ à la fin du mois de février 2018 et à 38,88 mds\$ à la fin du mois de février 2019.

⁶⁵ Dette extérieure du Gouvernement.

⁶⁶ D'après les chiffres publiés par la Banque du Liban, les flux bruts d'investissement direct ont été ramenés de 2,57 mds\$ (soit 5,2% du PIB) en 2016 à 2,56 mds\$ (soit 5% du PIB) en 2017.

⁶⁷ Le montant des flux bruts d'investissement direct est passé de 1,91 md\$ (soit 3,5% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année 2017 à 2,16 mds\$ (soit 3,8% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année 2018.

**BRÈVES DU LEVANT, D'IRAK ET D'IRAN****ÉGYPTE**

- Calculé en termes nets, le montant des avoirs extérieurs (or inclus) de la Banque Centrale est passé de 42,52 mds\$ à la fin du mois de février 2018 à 44,06 mds\$ à la fin du mois de février 2019.
- *Fitch* a relevé la note souveraine de l'Égypte de B à B+. Elle est assortie d'une perspective « stable ».

IRAK

- Le montant des avoirs extérieurs (hors avoirs en or et en DTS) de la Banque Centrale est passé de 44,67 mds\$ à la fin de l'année 2017 à 59,69 mds\$ à la fin de l'année 2018.
- Les exportations de pétrole (hors GRK) sont passées de 3,298 M de b/j en 2017 à 3,498 M de b/j en 2018. Leur montant est passé de 59,3 mds\$ à 84 mds\$. Le prix moyen du baril exporté s'est établi à 65,77\$ (au lieu de 49,15\$ en 2017).

IRAN

- Calculée en glissement annuel, l'inflation s'établissait à 42,3% à la fin du mois de février 2019.
- D'après l'Agence Internationale de l'Energie, la production de pétrole brut a été ramenée de 3,82 M de b/j en février 2018 à 2,74 M de b/j en février 2019. Quant aux exportations de pétrole brut (hors condensats), elles ont été ramenées de 2,2 M de b/j à 1,1 M de b/j dans le même temps.

ISRAËL

- Le taux de chômage est passé de 4% de la population active au mois de décembre 2017 à 4,3% de la population active au mois de décembre 2018. Calculé en moyenne annuelle, il a été ramené de 4,2% de la population active en 2017 à 4% de la population active en 2018.
- D'après le Bureau Central des Statistiques, le déficit public serait passé de 23,07 mds de NIS (soit 1,8% du PIB) en 2017 à 39,90 mds de NIS (soit 3,1% du PIB) en 2018.

JORDANIE

- La dette publique est passée de 27,27 mds de JOD (soit 95% du PIB) à la fin de l'année 2017 à 28,31 mds de JOD (soit 93,8% du PIB prévisionnel de l'année 2018) à la fin de l'année 2018.
- Le taux de chômage est passé de 18,5% de la population active au quatrième trimestre de l'année 2017 à 18,7% de la population active au quatrième trimestre de l'année 2018. Calculé en moyenne, il est passé de 18,3% de la population active en 2017 à 18,6% de la population active en 2018.

LIBAN

- Alors qu'elle avait dégagé un excédent de 237 M\$ au mois de janvier 2018, la balance des paiements a accusé un déficit de 1,38 md\$ au mois de janvier 2019.
- Le montant de la dette publique est passé de 80,4 mds\$ (soit 141,8% du PIB) à la fin du mois de janvier 2018 à 85,32 mds\$ (soit 142,8% du PIB) à la fin du mois de janvier 2019.



PALESTINE

- L'excédent dégagé par la balance des paiements a été ramené de 133,5 M\$ en 2017 à 91,5 M\$ en 2018.
- Le montant des avoirs extérieurs de la *Palestine Monetary Authority* est passé de 480,6 M\$ à la fin du mois de janvier 2018 à 570,2 M\$ à la fin du mois de janvier 2019.

SYRIE

- D'après le *Corruption Perceptions Index* que vient de publier *Transparency International*, la Syrie est le pays du Moyen-Orient le plus mal classé sur l'échelle de la corruption. Elle figure au 178^{ème} rang sur 180, juste après la Libye (170^{ème}) et le Yémen (176^{ème}).
- L'Organisation Syrienne des Droits de l'Homme (OSDH) évalue à 19 666 (dont 6349 civils) le nombre des victimes de la guerre civile en 2018. C'est l'année la moins meurtrière depuis 2011, la plus meurtrière ayant été l'année 2014 (avec plus de 76 000 victimes).


INDICATEURS RÉGIONAUX
INDICATEURS INTERNES

	Population (millions d'habitants)			PIB par habitant (\$ courant)			PIB nominal (mds\$)			Croissance en volume du PIB (%)			Solde public (% PIB)			Inflation moyenne (%)		
	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)
Irak	38,9	39,9	40,9	4 950	5 793	6 117	192,4	230,9	250,1	-2,1	1,5	6,5	-1,6	5,6	3,8	0,1	2,0	2,0
Iran	81,4	82,4	83,3	5 290	5 222	4 006	430,7	430,1	333,6	3,7	-1,5	-3,6	-1,8	-3,1	-4,1	9,6	29,6	34,1
1. Irak, Iran	120,3	122,2	124,2	5 180	5 408	4 701	623,1	661,0	583,7	1,9	-0,4	0,7	-1,8	0,0	-0,7	6,7	19,9	20,4
Égypte	94,8	97,0	99,2	2 495	2 572	3 005	236,5	249,5	298,2	4,2	5,3	5,5	-10,9	-9,7	-8,4	29,5	13,9	12,6
Israël	8,7	8,9	9,1	40 269	41 180	41 558	350,7	365,6	376,1	3,3	3,6	3,5	-2,2	-3,2	-3,3	0,2	0,9	1,3
Jordanie	9,7	9,9	10,1	4 136	4 227	4 368	40,1	41,9	44,0	2,0	2,3	2,5	-2,6	-2,9	-2,7	3,3	4,5	2,3
Liban	4,5	4,6	4,6	12 014	12 453	12 994	54,2	56,7	59,7	1,5	1,0	1,4	-6,0	-9,7	-10,5	4,5	6,5	3,5
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palestine	4,9	5,0	5,1	2 959	3 008	3 025	14,5	15,0	15,4	3,1	1,4	1,4	-8,5	-8,3	-10,4	0,2	0,8	1,5
2. Levant	122,6	125,3	128,0	5 676	5 815	6 197	696,0	728,7	793,4	3,4	3,9	4,0	-5,6	-6,0	-5,9	10,7	6,0	5,8
3. Levant, Irak, Iran (1+2)	242,9	247,5	252,2	5 431	5 614	5 461	1319,1	1389,7	1377,1	2,7	1,8	2,6	-3,8	-3,2	-3,7	8,8	12,6	11,9

Sources : FMI et Service Économique Régional



INDICATEURS EXTERNES											
	Solde commercial (mds\$)			Solde courant (mds\$)			Solde courant (% PIB)			Avoirs extérieurs de la Banque Centrale (2018 p)	
	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	2017	2018 (e)	2019 (p)	mds\$	mois imp. b. et s.
Irak	13,0	15,6	16,0	4,3	15,8	7,9	2,3	6,9	3,1	67,1	8,6
Iran	24,6	33,9	31,0	9,5	5,8	0,9	2,2	1,3	0,3	99,8	15,8
1. Irak, Iran	37,6	49,5	47,0	13,8	21,6	8,7	2,2	3,3	1,5	167,0	12,2
Égypte	-36,6	-36,2	-38,2	-14,9	-6,4	-7,3	-6,3	-2,6	-2,4	43,5	6,5
Israël	-9,5	-9,9	-11,5	10,1	8,3	8,8	2,9	2,3	2,3	113,0	12,5
Jordanie	-9,7	-9,7	-9,9	-4,3	-4,0	-3,8	-10,6	-9,6	-8,6	16,2	7,9
Liban	-15,4	-16,9	-17,0	-12,4	-14,5	-15,2	-22,8	-25,6	-25,5	36,4	11,6
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palestine	-4,6	-4,7	-4,7	-1,6	-1,9	-2,1	-10,9	-12,7	-13,4	0,5	0,7
2. Levant	-75,8	-77,4	-81,3	-23,0	-18,6	-19,6	-3,3	-2,5	-2,5	209,6	7,8
3. Levant, Irak, Iran (1+2)	-38,2	-27,9	-34,3	-9,2	3,1	-10,9	-0,7	0,2	-0,8	376,6	10,0

Sources : FMI et Service Économique Régional.



PETROLE

PRIX DU BARIL Panier OPEP (\$)		PRODUCTION Moyen-Orient (membres de l'OPEP) (milliers de b/j)						
			Iran	Irak	Koweït	AS	EAU	TOTAL
Février-2018		Février-2018						
Valeur mensuelle	63,48	Valeur mensuelle	3 813	4 425	2 702	9 982	2 827	23 749
Moyenne 12 derniers mois	54,56	Moyenne 12 derniers mois	3 814	4 439	2 705	9 966	2 896	23 820
Février-2019		Février-2019						
Valeur mensuelle	63,83	Valeur mensuelle	2 743	4 633	2 709	10 087	3 072	23 244
Moyenne 12 derniers mois	68,87	Moyenne 12 derniers mois	3 382	4 584	2 751	10 335	3 019	24 071
Variation (%)		Variation (%)						
Valeur mensuelle	0,55%	Valeur mensuelle	-28,06%	4,70%	0,26%	1,05%	8,67%	-2,13%
Moyenne 12 derniers mois	26,23%	Moyenne 12 derniers mois	-11,33%	3,27%	1,70%	3,70%	4,25%	1,05%

Source : OPEP

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Beyrouth (adresser les demandes à julien.velud@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication



Auteur : Service Économique Régional de Beyrouth
Adresse : Ambassade de France au Liban, rue de Damas
Espace des Lettres – Beyrouth - LIBAN

Abonnement par email :

julien.velud@dgtrésor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.